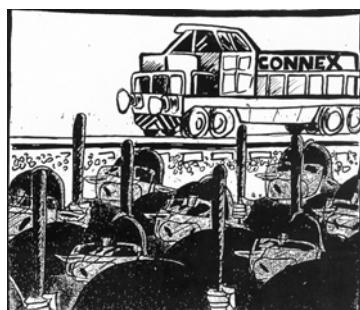


Contre les trains privés, le dumping social, tous à Dugny le 1^{er} septembre pour un camping de lutte !

Le 2 mai dernier, toutes les fédérations syndicales de cheminots appelaient à une manifestation, à Metz, contre la privatisation, contre la circulation du premier train privé fret sur le réseau ferré national, prévue au départ de Dugny (Meuse). Le 29 mai, à travers la consultation directe que fut le référendum sur la constitution européenne et à l'issue d'une campagne où d'importants débats de fond eurent lieu partout en France, une majorité de citoyens exprimaient clairement leur refus de cette société « libérale » dominée par la loi du fric



Mais, le 13 juin, jour de cette première circulation, les centaines de cheminots présents ont été expulsés des voies par les charges et les gaz lacrymogènes des gendarmes mobiles, pour faire place au train CONNEX !

Mais le 29 juin, le ministre délivrait une licence pour le transport de voyageurs à cette même société CONNEX. Cela, en catimini : alors qu'il recevait les fédérations syndicales de cheminots le 30, M. Perben n'en a pas dit un mot. Et déjà, CONNEX annonce avoir gagné un autre marché de fret ferroviaire ...

Nous refusons les modèles des chemins de fer britannique ou japonais, privatisés pour assurer des profits à une minorité, et qui fonctionnent dans des conditions de sécurité dangereuses pour les usagers et les cheminots.

.....
La circulation d'un train privé sur le réseau national, pour la première fois depuis la nationalisation des « compagnies » en 1937, ne peut se faire sans que nous réagissions.
.....

Nous proposons d'organiser un « camping de luttes », dans la période du 1^{er} au 3 septembre, aux alentours de Dugny¹ (Meuse) pour que cesse la circulation du train privé, pour défendre et renforcer le service public ferroviaire.

¹ C'est de Dugny que part ce train privé



Nous voulons prendre l'exemple du secteur ferroviaire parce que nous avons - malheureusement - un cas concret, une lutte bien réelle à mener. Mais c'est bien des services publics dans leur ensemble dont il s'agit et nous voulons une initiative clairement interprofessionnelle. C'est pourquoi nous mettons publiquement en débat ce projet, en l'adressant aux divers collectifs qui ont pris part à la victoire du « non », aux organisations syndicales, aux associations du mouvement social, aux partis politiques, ...

Ils ne tiennent pas compte l'avis exprimé le 29 mai : alors agissons pour le développement du service public ferroviaire, contre la privatisation des entreprises publiques !